

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Droits humains, libertés (France) > Politiques sécuritaires (France) > Police, armes (France) > **France : « Bougnoules », « nègres », « fils de pute de juifs » : quand des (...)**

France : « Bougnoules », « nègres », « fils de pute de juifs » : quand des policiers racistes se lâchent

samedi 6 juin 2020, par [POLLONI Camille](#) (Date de rédaction antérieure : 4 juin 2020).

En décembre dernier, un policier dénonçait ses collègues après avoir découvert qu'ils échangeaient des messages racistes, antisémites, sexistes et homophobes dans un groupe WhatsApp privé. Cinq mois plus tard, ils sont toujours en poste.

Sommaire

- [« Plus de Noirs, plus d'Arabes »](#)
- [« Je suis obligé de rester \(...\) »](#)

« Le racisme n'a pas sa place dans la police républicaine », affirmait Christophe Castaner le 27 avril [1], après la diffusion d'une vidéo dans laquelle des policiers traitaient un interpellé de « bicot », à l'Île-Saint-Denis [2]. La condamnation morale du ministre, ferme, a été suivie d'effets : deux agents ont été suspendus à titre conservatoire, sitôt l'enquête ouverte. Mais une autre affaire démontre que la police a encore du ménage à faire dans ses rangs.

Mediapart et ARTE Radio ont eu accès à des dizaines de messages vocaux échangés par des policiers, fin 2019, sur un groupe privé WhatsApp qui comptait onze membres. Parmi ces agents, en poste ou anciennement en poste à Rouen, six passaient des heures à s'envoyer des audios qui relèvent du suprémacisme blanc.

Persuadés de l'imminence d'une « guerre raciale », pour laquelle ils affirmaient stocker des armes, ces policiers (titulaires et « adjoints de sécurité », les emplois-jeunes de la police) accablaient d'injures tous les « ennemis de la race blanche » : les femmes (des « putes », même les policières), les Noirs (des « nègres »), les Arabes (des « bougnoules »), les gens du voyage (des « putain de manouches »), les Juifs (des « fils de pute » qui « dirigent le pays » en compagnie des « gauchistes »), les homosexuels (des « pédés »). « Pour vivre heureux, vivons casher », plaisantaient entre eux ces policiers, soucieux de rester discrets sur leurs échanges. « On est fichés F, F comme fachosphère. »

Comme le révélait le quotidien *Paris-Normandie* [3] et le site 76actu [4] dès le mois de janvier, ces faits ont été découverts et dénoncés, en décembre 2019, par un policier noir de 43 ans. En poste à l'Unité d'assistance administrative et judiciaire (UAAJ) de Rouen - un service qui sécurise la préfecture et le tribunal, veille au bon déroulement des audiences et escorte les justiciables -, ce sous-brigadier prénommé Alex se trouvait dans une guérite en compagnie d'un adjoint de sécurité quand il a vu s'afficher des messages mentionnant son prénom sur le grand écran de son collègue. Celui-ci a accepté de lui montrer les échanges, puis d'en consigner une partie : 180 pages pour la seule période du 4 novembre au 26 décembre 2019.

Assisté de l'avocate Yaël Godefroy, Alex a adressé un rapport à sa hiérarchie le 23 décembre et déposé plainte contre six de ses collègues dans la foulée, pour « provocation non publique à la discrimination », « diffamation non publique en raison de l'origine, l'ethnie, la nationalité, la race ou la religion » et « injures non publiques en raison de l'origine, l'ethnie, la nationalité, la race ou la religion ». Le directeur départemental de la sécurité publique (DDSP), Éric Maudier, a également signalé ces faits à la justice.

Mi-janvier, le procureur de Rouen, Pascal Prache, a ouvert une enquête confiée à l'IGPN. Sur le plan pénal, ces conversations à caractère privé ne sont passibles que d'une contravention, pouvant aller jusqu'à 1 500 euros.

En parallèle, la direction départementale de la sécurité publique (DDSP) a mené une enquête administrative, confiée à son service interne de déontologie. Aujourd'hui « bouclée », selon une source policière, cette procédure « va se traduire par un renvoi des fonctionnaires concernés devant le conseil de discipline ». La date de l'audience n'est pas encore connue. Dans la police, les conseils de discipline débouchent sur des propositions de sanction – pouvant aller jusqu'à la révocation –, entérinées ensuite par l'échelon central du ministère de l'intérieur.

À ce stade, les policiers mis en cause exercent toujours leur métier au contact du public. Ils n'ont pas fait l'objet de suspension mais « ont été affectés à de nouvelles fonctions au sein de leur service », précise cette source policière. Leurs téléphones n'ont pas été saisis et ils se sont vantés, avant leur convocation, d'avoir déjà effacé une grande partie des messages.

Inquiète de ne pas voir avancer l'enquête, l'avocate d'Alex a écrit au procureur de la République le 2 juin. Dans ce courrier, Yaël Godefroy s'étonne que son client n'ait « pas été interrogé depuis son dépôt de plainte » tandis que son collègue, celui qui lui a montré les messages dans la guérite, n'a « toujours pas été entendu ». « Mon client craint la perte ou l'altération des éléments de preuve », écrit Yaël Godefroy, pour qui « il est impératif de faire constater et retranscrire ces messages en intégralité » avant que « le contenu des échanges » n'ait disparu pour toujours. Contacté par Mediapart, le procureur de Rouen indique que « l'enquête confiée à l'IGPN est toujours en cours » et précise qu'« une audition a d'ailleurs eu lieu » mercredi.

Cinq mois après sa plainte, Alex a accepté de sortir du silence. Sans vouloir « décrire la police comme un milieu malsain », il estime que le racisme « existe vraiment » au sein de l'institution et reste « tabou ». Son témoignage, recueilli par Ilham Maad pour ARTE Radio [5], est à écouter ci-dessous, entrecoupé de messages audio échangés par ses collègues Gilles, Camille, Julien, Thibaut, Xavier et Guewen [*fichier audio ne reproduit ici*]. Une logorrhée sur l'inégalité des races, dénonçant une « invasion » de l'Europe, mâtinée de paganisme et de survivalisme, qui se complaît dans la répétition d'injures racistes et d'allusions sexuelles.

© Ilham Maad / ARTE Radio

« Plus de Noirs, plus d'Arabes et moins de gonzesses »

Certains des propos tenus visent directement Alex. Un adjoint de sécurité de 19 ans critique ainsi son « travail de nègre », ouvrant la voie à un déferlement de haine partagée contre les Noirs et les femmes. Alex « doit charmer à mort de la pute à nègres blanche », disent ces policiers, alors que « n'importe quelle gonzesse qui a un minimum de jugeote sait qu'elle a affaire au nègre typiquement séducteur qui la fera cocue à tous les niveaux ».

Une de leurs collègues, qu'ils soupçonnent de fréquenter Alex, est traitée de « pute à nègre »,

laissant entrevoir une forme de jalousie perverse : « De toute façon, les gonzesses ne veulent pas de mec bien, elles prennent le nègre qui les saute et puis qui les lâche après. » L'un des policiers explique aux autres que s'il était responsable de la formation de la police nationale, il n'y aurait « plus de Noirs, plus d'Arabes et moins de gonzesses ».

Avec une certaine constance, ces policiers s'en prennent aux « filles qui aiment bien les bâtards » plutôt que « les mâles blancs », avec une explication toute trouvée. « Vu que c'est les Juifs et les gauchistes qui dirigent ce pays, on fait en sorte que la fille aille vers le bougnoule ou le nègre. En Angleterre ou en Allemagne, c'est pas comme ça, t'éduques ta fille pour qu'elle continue dans la race aryenne. »

Ce vocabulaire issu du répertoire nazi s'accompagne de spéculations sur l'avenir. « Ce que ces putes n'ont pas compris, c'est que ça a beau être des racailles, des cassos, des putains de bougnoules de merde, tôt ou tard elles vont finir par le payer. Par exemple, quand il y aura l'effondrement économique, ils sauront pas les protéger. [...] Moi j'ai les armes par contre, donc avec les armes je serai capable de pouvoir défendre mieux qu'un gros bâtard qu'elle a choisi, mieux que son singe. » Un autre regrette que dans sa section, les femmes soient « trop colorées ». « Y a que ça dans ma section, y a que de la colorée. Y a deux blanches sur dix. [...] Si je leur dis que je suis fasciste, y en a plus aucune qui voudra me parler. »

S'ils s'autoqualifient parfois de « fascistes » ou de « gros fachos », les agents ont bien conscience que leurs échanges ne doivent pas être rendus publics. L'un des messages rappelle que leur groupe privé n'est ouvert « qu'aux hommes, et tous les hommes de l'unité n'y ont pas forcément accès ». Ils sont visiblement à l'aise entre eux, laissant échapper à l'occasion un rot ou un pet sonore, entre deux saillies sur « la race blanche », « les chambres à air » (pour désigner les chambres à gaz) ou la nécessité de « purger » la France.

Ils se lancent par moments dans des diatribes sur les « chanteurs juifs », citant Daniel Balavoine et Jean-Jacques Goldman, déclarés coupables de « propagande pro-nègre et bougnoules ». Se demandent si le journaliste Jean-Michel Apathie, « un gros fils de pute qu'il va falloir abattre », est juif ou non, et en concluent qu'il « a un phénotype assez suspect ». Quant aux « fils de pute de la gauche », ils ne méritent rien d'autre qu'une « balle dans la tête ». « T'es une merde de gauche, tu mérites de mourir. Poutine il s'occuperait de ta gueule vite fait bien fait. Vivement la guerre civile, vivement l'effondrement, y a pas que la diversité qui va prendre cher, la gauche aussi, il va vraiment falloir éliminer ces fils de pute. Un jour ou l'autre, il va vraiment falloir que ces enculés paient. »

Dans l'attente de la « guerre civile raciale » dont ils rêvent, les membres de ce groupe évoquent à plusieurs reprises leur désir de s'armer ou les armes dont ils disposent déjà. L'un dit à ses amis qu'il vient d'acheter un « fusil d'assaut ». Un autre affirme avoir « dix armes à la maison ». Deux semblent en affaire pour des « grenades flashbang » : « Moi je t'en prends quatre, comme ça j'en mets deux dans mon sac et j'en ai deux chez moi. » Tandis qu'un des adjoints de sécurité, regrettant de ne pas pouvoir être « calibré hors service » (porter une arme), dit s'être acheté « deux-trois petites conneries pour compenser » : « Une mini-lacrymo, ma téléSCO, mon choqueur de contact, mon poing américain. »

Galvanisés, les amis inventent des slogans - comme « Make Normandie viking again » - et des théories, façon alt-right américaine : « Là où nous, les nationalistes racialisés, on doit être assez malins, c'est laisser le combat intersectionnel les obliger à s'exterminer entre eux. Ils vont déjà se séparer entre pro-arabes et pro-juifs, se bouffer la gueule, par exemple Mélenchon est très pro-arabe. Y a les féministes, tu sais pas sur quelle fesse elles dansent, ces grosses putes. Les pédés LGBT tout ça, machin-bidule, c'est pareil, les musulmans vont s'en charger. Quand les féministes, les LGBT, les juifs, les bougnoules, les nègres qui sont pas musulmans vont commencer à se bouffer la

gueule entre eux, tu manges ton popcorn, tu regardes la télé, tu aiguises tes armes et quand ils se sont bien affaiblis tu achèves les bêtes. »

Parmi ces six policiers, l'un se montre particulièrement actif : Gilles C., 46 ans, passé par la Seine-Saint-Denis avant la Normandie. Alex le considère comme « le gourou du groupe ». Sur WhatsApp, celui-ci partage des dizaines de liens vers Démocratie participative, le site raciste et antisémite attribué à Boris Le Lay [6], un néonazi français en fuite au Japon après plusieurs condamnations pour incitation à la haine raciale. Un site dont il est souvent question dans leurs échanges : « Moi quand j'écoute Démocratie participative au palais, je mets mes écouteurs. J'ai le droit d'écouter ce que je veux avec mes écouteurs. »

Caché derrière un pseudonyme à consonance nordique, ce fonctionnaire « fan d'histoire », de heavy metal et de fantasy poste aussi de nombreux commentaires sur Internet. Au sujet du film *Jojo Rabbit*, une comédie satirique sur Hitler, il écrit par exemple, en septembre 2019 : « Encore un film de propagande juif. » Bien qu'il ait récemment supprimé sa page Facebook, il continue à poster sous le même pseudonyme, notamment sur le réseau social russe VKontakt (VK), très prisé de l'extrême droite. Le 27 mars dernier, alors que l'enquête de l'IGPN est en cours, il félicite ainsi Boris Le Lay sur son profil VK : « Super vidéo. Longue vie et prospérité de Normandie. » Contacté par Mediapart, Gilles C. n'a pas donné suite.

« Je suis obligé de rester un minimum correct, parce que je suis flic »

Un autre membre du groupe, Thibault D., évoque quant à lui une chaîne YouTube où il aurait posté des vidéos sur les armes et le survivalisme, s'étonnant qu'elles aient été supprimées par la plateforme pour « incitation à la violence ». Ses collègues lui conseillent alors de passer par d'autres fournisseurs, mais Thibault D. estime que « la monétisation » n'y est pas aussi intéressante que sur YouTube. Et tranche la question : « De toute façon, je peux pas dire ce que je veux, je suis obligé de rester un minimum correct, tout simplement parce que je suis flic. Et que le jour où la hiérarchie tombe là-dessus, si elle est pas déjà tombée là-dessus, je veux qu'on puisse rien me reprocher d'illégal ou d'amoral, qu'on puisse pas me sanctionner. »

Parmi les dizaines de messages écoutés, certains portent sur les personnes dont les fonctionnaires ont la charge, au sein du Palais de justice. Les protagonistes d'un procès d'assises sont traités de « gros nègre de merde » et de « gros bougnoule », les interpellés dans les geôles de « putains de manouches, gitans et autres finis à la pisse nés dans une caravane ». Mais régulièrement, ces policiers se plaignent que leurs opinions soient considérées comme racistes.

Fin décembre, certains membres du groupe reçoivent une convocation, des mains de leur commissaire. S'ils soupçonnent que leurs propos sur WhatsApp en sont la cause, ils continuent tout de même à en discuter. « Les patrons ils cassent vraiment les couilles, toujours à chercher la petite bête pour te niquer la gueule », analyse l'un d'entre eux. Tout en insistant sur le fait que « c'est privé », ils disent avoir commencé à supprimer leurs échanges. Dans le volet disciplinaire de l'enquête, ils ont été auditionnés le 6 janvier pour « manquements à la déontologie ».

Alex, le policier qui a porté plainte, se souvient d'avoir été « choqué » par le contenu des messages. « Ça pousse à la folie, je n'en dormais pas. Je vis tout seul. J'en ai parlé à mon frère, à des amis, mais c'était dur. J'ai dû prendre sur moi et décider d'avancer. » « Ces propos sont au-delà du supportable », complète son avocate Yaël Godefroy, « ébahie par la violence » des termes employés. « Mon client n'a même pas pu les lire en totalité. Il m'a demandé d'en prendre connaissance. »

« Pendant une semaine, j'étais dans les mêmes locaux que les personnes que j'avais dénoncées mais

elles ne le savaient pas », rappelle Alex. « Les fêtes de Noël, c'était une horreur. » Au retour des vacances, Alex apprend qu'il change de service, pour rejoindre une patrouille anti-délinquance. « Cette affectation m'a été imposée, mais je ne vais pas me plaindre. C'est un domaine qui me plaît. Ma hiérarchie est attentive et proche de ses hommes. Personne ne me parle de cette affaire, et j'évite aussi d'en parler, mais j'ai reçu des marques de soutien. »

Tout au long de sa carrière, débutée en 1999, Alex dit avoir été dérangé par certains propos. S'il a connu « des années magnifiques » en banlieue parisienne, jusqu'en 2008, Alex se souvient aussi des « blagues racistes », « petites réflexions » et raccourcis connotés de quelques collègues. « En patrouille par exemple, s'ils voyaient une voiture occupée par des gens de couleur, ils disaient : "Ça, c'est une voiture de bâtards. Mais toi t'es pas comme eux. T'as choisi d'être comme nous." »

Le policier a constaté un changement en arrivant à Rouen. « Il y a moins de collègues antillais et maghrébins, moins de fonctionnaires noirs. On est jugés tout de suite sur notre apparence. Entourés de Blancs, ils ont moins de mal à se lâcher. » Par des collègues, Alex a appris que certains le surnommaient « le Noir » ou « le négro » dans son dos. Tout comme un huissier du tribunal, ancien fonctionnaire de police. « Je ne veux pas me faire passer pour une victime, dire que je n'ai rien à me reprocher ou que je suis le meilleur fonctionnaire du monde », poursuit Alex. « J'ai sans doute réagi en étant trop agressif, je ne montrais pas l'exemple dans la manière de me défendre. Mais j'ai fait remonter l'info, et il ne s'est rien passé du tout. »

Il estime avoir choisi, cette fois-ci, une voie plus adaptée : un rapport complet à sa hiérarchie et un dépôt de plainte. Et espère, en conséquence, que ses démarches ne resteront pas sans suite. « Mon client a été courageux, son collègue qui lui a prêté son téléphone aussi », résume Yaël Godefroy. « Il souhaite que cela dépasse son cas personnel, qu'il y ait un débat sur le racisme dans les institutions. En évitant deux écueils : la stigmatisation de la police d'un côté, le discours sur les "brebis galeuses" de l'autre. »

Au Sénat, ce mercredi, le ministre de l'intérieur a promis que « chaque faute, chaque excès, chaque mot, y compris des expressions racistes », fera l'objet « d'une enquête, d'une décision, d'une sanction ».

Camille Polloni

P.-S.

- MEDIAPART. 4 juin 2020 : <https://www.mediapart.fr/journal/france/160420/pour-des-banderoles-au-balcon-la-police-domicile>

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>

- *Les article de Camille Polloni sur Mediapart :* <https://www.mediapart.fr/biographie/camille-polloni>

Pour réaliser cet article, Mediapart et Arte Radio ont eu accès à des dizaines d'enregistrements de conversations WhatsApp qui se sont tenues sur le groupe privé.

Mediapart a mené deux entretiens avec Alex, le policier qui a dénoncé ses collègues, en février et en mai 2020, en présence de son avocate Yaël Godefroy. Alex n'a pas souhaité que son nom de famille apparaisse dans l'article.

Le procureur de Rouen, Pascal Prache, et le secrétariat général de son parquet ont été contactés par mail mardi 2 juin et mercredi 3 juin.

Gilles C., l'un des policiers cités dans l'article, a été contacté par mail le mardi 2 juin. Mediapart lui a proposé de s'exprimer sous plusieurs formes : répondre par écrit aux questions envoyées, passer par un entretien téléphonique, fournir les coordonnées de son avocat et/ou des avocats de ses collègues. Il n'a pas répondu.

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>

• *Les article de Camille Polloni sur Mediapart :*

<https://www.mediapart.fr/biographie/camille-polloni>

• Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse enquete@mediapart.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez vous connecter au site frenchleaks.fr.

Notes

[1] <https://twitter.com/ccastaner/status/1254540910186151937>

[2] <https://www.mediapart.fr/journal/france/280420/l-ile-saint-denis-des-policiers-pris-en-flagrant-delit-de-racisme-un-commissaire-sur-les-lieux>

[3] <https://www.paris-normandie.fr/actualites/faits-divers/pute-a-negre-arabo-negroide-a-rouen-un-policier-porte-plainte-contre-ses-collegues-racistes-BG16238867>

[4] https://actu.fr/normandie/rouen_76540/racisme-sexisme-homophobie-policier-rouen-depose-plainte-contre-six-collegues_30857245.html

[5] https://www.arteradio.com/son/61664080/gardiens_de_la_paix

[6] <https://www.slate.fr/story/174636/boris-le-lay-pionnier-haine-internet-extreme-droite-islamophobie-racisme-nationalisme>